

Éducation. Groupes de niveaux au collège : "Du bricolage" pour les syndicats de la Manche

Le comité de préparation de la rentrée scolaire 2024-2025 dans les collèges s'est réuni ce vendredi 2 février 2024, à Saint-Lô (Manche).



Le classement prend en compte les notes du brevet et le taux de réussite

Reporté une première fois, le comité (CCA-SD) de préparation de la rentrée scolaire 2024-25 dans les collèges s'est réuni dans l'après-midi ce vendredi 2 février 2024 à Saint-Lô (Manche).

Hasard du calendrier, le matin même, les élus du conseil départemental débattaient de l'avenir des collèges publics.

« Des moyens supplémentaires dont on ne dispose pas »

« Cette réunion avec la direction académique nous a permis d'avoir confirmation que l'enveloppe globale de moyens déjà attribuée par le rectorat ne bouge pas », explique Pascal Roger, secrétaire départemental du SNES-FSU, syndicat majoritaire.

Une bonne nouvelle ? Pas tant que ça, car dès la rentrée prochaine vont être appliqués les groupes de niveaux en 6e et 5e pour les mathématiques et le français. Or, « cette organisation voulue par Gabriel Attal alors qu'il était encore ministre de l'Éducation Nationale nécessite des moyens supplémentaires dont on ne dispose pas ».

[Grève dans l'Éducation nationale : près de 500 manifestants à Cherbourg-en-Cotentin](#)

« Les difficultés vont être immenses »

Au-delà de ce problème « d'intendance », le représentant du SNES-FSU relève que ces groupes de niveaux sont unanimement rejetés par la profession « pour des raisons philosophiques et de principe ».

Hormis la stigmatisation des élèves faibles, on sait que cela ne marche pas. Nous allons donc nous retrouver confrontés à un système qui nous est imposé de façon verticale, auquel personne ne croit, et que l'on sait inefficace. De là notre inquiétude et notre colère aussi.

Pascal Roger - Secrétaire départemental du SNES-FSU

Les syndicats ont ce vendredi à Saint-Lô posé des questions précises quant à la mise en œuvre. « Nous avons eu le discours de la méthode, mais on voit bien que tout ce qui relève de la mise en place pratique n'a pas été pensé. Les difficultés vont être immenses, c'est du grand bricolage ! »

Des efforts « remis en cause »

Ces groupes de niveaux seront en partie financés par la suppression de l'heure de technologie en 6e et pris sur la marge d'autonomie des établissements, c'est-à-dire les heures attribuées en plus pour chaque classe pour des enseignements optionnels (latin, dédoublements en sciences ou en langues), « ce qui fonctionne pourtant plutôt bien ».

« Bref, tous les efforts faits depuis vingt ans par rapport aux enfants les plus fragiles et à inclure sont remis en cause. Par ailleurs, nous sommes en train actuellement de préparer la rentrée sur des annonces politiques, mais pas sur des textes réglementaires. Nous savons bien que cela va

venir, mais pour l'instant nous n'avons pas tous les éléments », regrette le secrétaire départemental SNES-FSU.

Ce vendredi, d'autres thèmes ont été abordés comme le redoublement et la réforme du brevet.